

Élimination de la pauvreté: Guterres s'alarme contre la marche à reculons du monde!

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 17 OCTOBRE 2022

1202

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Conférence sociale dans le domaine du Travail

Poser les jalons d'un apaisement du climat social



Vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation : Le ministre Ikassa Maïga rencontre les partis politiques



Menace contre la liberté de presse : Des travailleurs du Point G et la HAC indexés



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

17 Oct.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

225

Nouveaux cas confirmés

02

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

525 785 Vaccinations incomplètes

2 054 304 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 711

Guéris

31 865

Décès

742

dont 23 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.17



P.24



/ Une /



Conférence sociale dans le domaine du Travail : Poser les jalons d'un apaisement du climat social

P.5

/ Brèves /



Mali : Trois Casques bleus tués par un engin explosif improvisé (ONU)
 Justice : Arrestation de l'escroc Dramane Doumbia alias Dèkôrô par le Compol Niambélé du Commissariat du 16ème arrondissement de Sotuba
 Kenya : Le président dissout une unité de police accusée de meurtres
 Mois de la solidarité : Remise d'ambulances aux CSRF dans la région de Koulikoro
 Égypte : Peine réduite pour un journaliste détenu depuis 2015 (avocat)
 Propos graves tenus par le fils de Ousmane Chérif Haidara : Réaction doyen Elhadj Chahana Takiou

P.10

P.10

P.11

P.11

P.12

P.12

/ Actualité /



Mali-Fonds Monétaire International : Vers le lancement d'un nouveau cycle de facilité élargi de crédit
 Élan de solidarité : L'association "Alegria" collecte des fonds en faveur des enfants talibés
 Menace contre la liberté de presse : Des travailleurs du Point G et la HAC indexés
 Élimination de la pauvreté : Guterres s'alarme contre la marche à reculons du monde !

P.14

P.15

P.16

P.18

/ Politique /



Réunion du conseil de sécurité sur le Mali : Le ministre Diop à New York pour exprimer les attentes du peuple
 Vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation : Le ministre Ikassa Maïga rencontre les partis politiques

P.20

P.21

/ Culture & société /



De la fiction majoritaire à l'aspiration au consensus : Le Mali est-il Malianophone ?
 4ème édition Handifestival : "La protection sociale des personnes vivant avec un handicap dans le Malikoura"

P.23

P.25

/ International /



Guerre au Tigré : L'ONU s'alarme d'une situation "incontrôlable" en Éthiopie
 Éthiopie : L'UA appelle les belligérants à "se réengager" dans la paix

P.26

P.27

/ Sport /



Michel Platini 4é, CR7 2é... Les 5 joueurs ayant remporté le plus de ballon d'or dans l'histoire du football

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Conférence sociale dans le domaine du Travail | Poser les jalons d'un apaisement du climat social

En présence du Premier ministre de la Transition par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, des présidents des Institutions, des membres du gouvernement, du corps diplomatique accrédité au Mali, des responsables des différentes centrales syndicales, du Directeur pays de l'Organisation Internationale du Travail, Frederic Petar, du président du Conseil National du Patronat du Mali, Mossadek Bally, la conférence sociale - dans le domaine du travail - a été lancée hier, lundi 17 octobre 2022. Cette conférence qui durera une semaine devra aboutir à un pacte de stabilité sociale...

Les centrales syndicales se lâchent et demandent de mettre tout à plat pour plus d'équité entre les travailleurs

Au nom des quatre centrales syndicales, l'Union nationale des travailleurs du Mali (Untm), la Confédération syndicale des travailleurs du Mali (Cstm), la Confédération des travailleurs du Mali (CTM) et la Centrale

démocratique des travailleurs du Mali (Cdtm), Abdourahamane Infa Touré a exprimé ses attentes à l'occasion cette conférence. « Il s'agira aux termes de nos travaux d'élaborer des stratégies prospectives dans un cadre garantissant à nos organisations l'exercice de la vocation véritable d'un syndicat dans un pays en retard et qui a besoin de changements utiles, à savoir : l'augmentation de la production dans les secteurs primaire, secondaire, tertiaire

afin que les normes d'une qualité de vie sans cesse progressive, d'expansion progressive considérable des emplois, de l'éducation, de la santé, des infrastructures », ont déclaré les centrales syndicales qui ont promis de suivre de près les conditions de travail et de vie des travailleurs. « Si on a laissé faire jusqu'en 2020, le syndicalisme malien sera désormais regardant des faits politiques, diplomatiques, de passations des marchés, de contrats



d'exploration et d'exploitation dont la gestion défectueuse et antinationale l'obligera à recourir maintenant aux procédures de destitution, avant des grèves illimitées », a laissé entendre M. Bengaly. Les aspirations des centrales à l'issue de cette conférence, selon leur porte-parole, correspondent non seulement à une visibilité de la politique générale du syndicalisme au Mali, mais aussi la confirmation d'un traitement pacifique des revenus et pouvoirs d'achat, d'une épuration des relations de travail, de la reconnaissance du volet sociopolitique et économique du syndicalisme, dont les dimensions sont mal vues au Mali. « **Si les résultats de la conférence n'étaient pas perçus comme un endormissement réussi des dirigeants syndicaux, alors l'espoir serait permis** », ont déclaré les 4 centrales syndicales.

Les sept propositions du BIT

Au-delà des personnalités maliennes, cette conférencière sociale, première du genre au Mali, a enregistré la présence du directeur pays de l'Organisation internationale du travail basée à Abidjan, Frédéric Petar. Dans son intervention, M. Petar a salué les efforts des autorités de la transition dans la quête de la stabilité sociale à travers l'organisation d'une conférence sociale. Ainsi, il a formulé des propositions à l'endroit des autorités maliennes. Ces propositions sont, entre autres : une meilleure structuration du dialogue social avec pour objectif final la création d'un cadre permanent tripartite, la clarification du paysage

syndical par la détermination de la représentativité syndicale, la formation des acteurs, la mise en place d'initiatives volontaristes, la promotion de la négociation collective, l'organisation des travailleurs et employeurs de l'économie informelle, la politique de rémunération dans les secteurs public et privé. Au nom du Conseil national du patronat du Mali, Mossadeck Bally, a, lui aussi, salué la tenue de cette conférence.

Nécessité d'un climat social apaisé

A l'entame de ses propos, le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, Diawara Aoua Paul Diallo, a précisé que la « **Conférence sociale dans le domaine du travail est l'occasion pour nous de**

poser des jalons d'une évolution permettant à l'ensemble des acteurs sociaux d'avoir une convergence de vue pour l'apaisement du climat qui a été fortement perturbé au cours des cinq dernières années ».

Après avoir souligné une évolution profonde des mouvements syndicaux et à la multiplication des revendications catégorielles de tout genre, la ministre a indiqué : « **En termes de statistiques, le ministère du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social avec ses services centraux et déconcentrés ont enregistré respectivement 114 préavis de grève en 2019, 125 en 2020, 103 en 2021 pour les secteurs public et privé** ». Pour elle, le front social doit d'être apaisé rapidement.

Selon elle, les conflits de travail montrent que les multiples revendications syndicales dans les secteurs public et privé ont porté sur entre autres : l'exercice de la liberté syndicale ; les revendications salariales et l'amélioration des conditions générales de travail ; la représentativité syndicale ; la gestion des carrières ; la santé et la sécurité au travail ; les licenciements ; la gestion des départs volontaires ; la gestion des compressés ; les questions d'intégration des contractuels dans la fonction publique et, la sécurisation des lieux de travail. S'agissant des natures des revendications, la ministre précise qu'elles concernent la révision de statuts autonomes ou l'adoption de nouveaux statuts autonomes en violation des dispositions constitutionnelles, la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, mais aussi l'octroi d'accessoires de salaires que





sont les primes et indemnités. « Ces revendications ont des répercussions préjudiciables dans l'application des textes de base tels que le statut général des fonctionnaires dans le secteur public, le plus souvent vidé de son essence, mais aussi des conventions collectives dans le secteur privé », a-t-elle laissé entendre. Elle ajoute : « Dans les fonctions publiques d'Etat et des collectivités territoriales, des disparités existent entre agents d'une même fonction publique. Ces disparités portent essentiellement sur les grilles salariales, les primes et indemnités et la gestion des carrières. De ce fait, le niveau de détérioration du climat social nous impose d'interroger les causes réelles de cette détérioration d'une part et l'exercice du droit de grève au Mali d'autre part ».

Recadrer le pluralisme syndical

Cette rencontre a été l'occasion pour la ministre de demander le recadrage du pluralisme syndical. « La création de plusieurs centrales syndicales et syndicats libres et autonomes a multiplié les interlocuteurs de l'État et ceux des organisations patronales. Ainsi, pour résoudre ce problème, la mise en œuvre du pluralisme syndical doit être encadrée ainsi que l'autorité de tutelle par rapport à la création des organisations syndicales », a-t-elle laissé entendre, avant de déplorer : « Aujourd'hui, chacune de ces centrales syndicales revendique le droit de représenter les inté-

rêts de l'ensemble des travailleurs soit au sein des conseils consultatifs nationaux comme le Conseil économique, social et culturel, le Conseil supérieur du travail, le Conseil supérieur de la fonction publique soit dans les organes de délibération des établissements publics ».

Pour le gouvernement, il y a une nécessité d'identifier les organisations syndicales les plus représentatives, pour assurer l'équité de traitement et renforcer par la même occasion le dialogue social. Cette conférence permettra donc de poser l'ensemble des problèmes sociaux dans le domaine du travail sur la table, afin d'en faire un sujet global de discussion. Selon la ministre Diallo, la volonté « des pouvoirs publics d'associer les partenaires sociaux aux réformes envisagées résulte de la conviction du Gouvernement qu'un consensus est nécessaire entre les principaux acteurs du monde du travail pour résoudre les questions économiques et sociales importantes, promouvoir la bonne gouvernance et favoriser la paix et la stabilité sociale et économique ».

Toujours selon la ministre du Travail et de la Fonction publique, les recommandations qui sortiront de cette conférence vont sans nul doute favoriser l'élaboration d'un pacte de stabilité sociale et un plan d'actions de mise en œuvre des recommandations. « Les thèmes qui seront développés tout au long de cette conférence sociale, notamment sur la liberté syndicale, le dialogue social et la politique de rémunération, nous permettront, j'en suis sûre, d'aboutir à des résolutions et recommandations pour un

climat social apaisé pour le plus grand bien de l'administration malienne tout bord confondu et le secteur privé qui est le moteur de la croissance tant attendue par notre pays », a-t-elle indiqué.

Pour sa part, le Premier ministre par intérim a rassuré les travailleurs de la volonté des autorités à aboutir à un pacte de stabilité sociale. « Les pertinentes recommandations auxquelles vous parviendrez, au cours de vos travaux aussi bien en plénière qu'en ateliers permettront de donner un contenu essentiel au futur document de pacte de stabilité sociale, sécuritaire et de croissance dont notre pays a tant besoin et aideront le Gouvernement à endiguer les remous et contestations de nature corporatiste reposant quand même sur des fondements de droits : droit au travail, droit à une vie décente, droit au repos et j'en passe », a déclaré le colonel Abdoulaye Maïga.

De fortes recommandations attendues !

Recommandée par les Assises nationales de la Refondation, cette conférence sociale est inscrite dans les priorités du gouvernement à travers l'axe n°4 du plan d'action du gouvernement, adopté le 2 août 2021, par le Conseil national de transition. Cet axe consacre, et inscrit comme tâche au gouvernement de transition, la recherche d'une solution pérenne aux perturbations du monde du travail par la conclusion d'un pacte de stabilité sociale, sécuritaire et de croissance. Cette volonté des pouvoirs publics d'associer les partenaires sociaux aux réformes envisagées résulte de la conviction du Gouvernement qu'un consensus est nécessaire entre les principaux acteurs du monde du travail pour résoudre les questions économiques et sociales importantes, promouvoir la bonne gouvernance et favoriser la paix et la stabilité sociale et économique. Les recommandations qui sortiront de cette conférence permettront, sans nul doute, l'élaboration d'un pacte de stabilité sociale et un plan d'action de mise en œuvre des recommandations.

■ Ibrahim Sanogo et Anguimé Ansama

Housseini Amion Guindo Poulo



#CONDOLÉANCES

C'est avec tristesse que nous apprenons le rappel à Dieu du Professeur Younoussi Touré, ce jour lundi 17 octobre à Paris.

Acteur incontestable du mouvement démocratique, il a su marquer de façon indélébile son passage dans les hautes sphères de l'État. En cette douloureuse circonstance, nous adressons nos condoléances les plus attristées à sa famille biologique, politique et à toute la Nation.

Que le Tout Miséricordieux et le Très Miséricordieux l'accueille dans son paradis éternel.

Amen

#HAG



Yacouba Seriba Dombia



Ce qui est marrant Le nommé Aziz ne peut pas parler le bambara sans un seul mot de la langue française. Je vous invite à constater.

Livres AU Sénégal

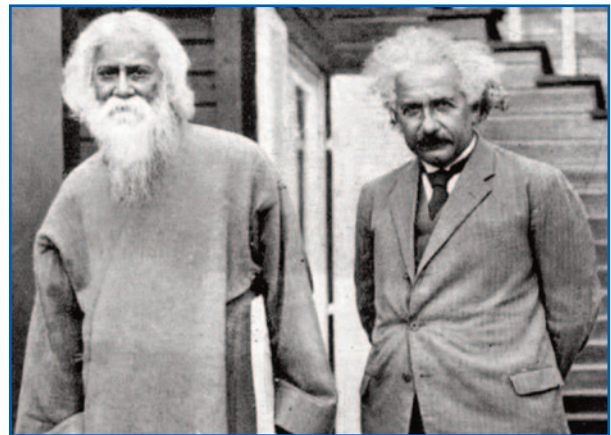


Le célèbre scientifique avec la théorie relative Einstein / sa collection

Une photo avec le grand philosophe de l'Inde : / Tagore / Quand ils se sont rencontrés en Allemagne en 1930 après JC. Où ils ont eu une conversation profonde

Einstein a dit : la réalité est relative et la vérité est absolue. Tagore a répondu : "Mais les deux sont relatifs, parce que si vous niez la réalité, vous reniez la vérité et vice versa, tout l'univers est en moi et je suis à l'intérieur de l'univers .. Il n'y a pas de beauté seulement en présence d'un admirateur, et il n'y a de vérité que dans l'existence d'un croyant" .. Einstein a donc été étonné par ce discours de génie de Tagore, lui disant : Il y a quelques instants ma théorie était incomplète

.. Et maintenant vous le terminez en prouvant que la vérité n'est pas absolue.



Nia Dialla Keita



URGENT : l'attaquant sénégalais, Sadio Mané gagne le trophée SÔCRATES pour ses services sociaux dans son pays

Kassim Traoré



Le Premier ministre, Choguel K Maiga a été reçu le vendredi soir par le Président Assimi Goita.

Nia Dialla Keita



Tchad : l'ancien patron de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, nommé ministre d'État, ministre des Affaires Etrangères dans le nouveau Gouvernement

Diallo Fatoumata



IL SERAIT SAGE D'ENSEIGNER LE BAMBARA PROGRESSIVEMENT SUR UNE DURÉE ACCEPTABLE ET A L'ÉCOLE ET DANS LA VIE COURANTE. CEST TOUT UN PROCESSUS QUIL FAUT BIEN PENSER.

Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Dans le cadre de l'examen du Rapport trimestriel du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Mali, couvrant la période du 03 juin au 19 septembre 2022, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP,



participera à la séance publique du Conseil de sécurité prévue demain mardi le 18 octobre 2022 à partir de 14h (GMT).

Il est à préciser que cet examen périodique du rapport du Secrétaire général est un exercice ordinaire en application des dispositions de la résolution 2640 (2022) portant renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

Lors de cette rencontre, le Chef de la diplomatie malienne partagera avec les membres du Conseil de Sécurité, les observations du Gouvernement du Mali sur ledit rapport ainsi que les attentes de notre pays dans le cadre de sa coopération avec la MINUSMA en vue d'une meilleure articulation des actions communes sur le théâtre des opérations.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



■ Gouvernorat de la Région de Kayes

La région de Kayes dispose de plein de lieux touristiques parmi lesquels les chutes de Gouïna. Elles sont situées sur le fleuve Sénégal au Mali, à 80 km du sud-est de la ville de Kayes. Faites-y un tour pour contempler la beauté de la nature.

Le gouvernorat de la région de Kayes vous souhaite une excellente semaine à tous!

CELLULECOM GRK



■ Serge Daniel

#Mali-Politique-Décès/ Younoussi Touré, ancien Premier ministre du Mali, ancien Président



de l'Assemblée nationale, Premier Président de l'URD (parti de feu Soumaila Cissé) est décédé ce 17/10/ des suites de maladie à Paris . Un très grand Monsieur! Condoléances à sa famille

■ Macky Sall



Meilleur sur le terrain et humaniste dans l'âme, Sadio MANE mérite cette belle récompense du trophée #Socrates pour son investissement personnel au bénéfice de la communauté ! #BallonDor



■ Abdoul MBAYE



Si les déplacements de Sonko ou de tout autre opposant sont empêchés, ceux de Macky Sall devront également l'être. Ses « tournées économiques » annoncées doivent être tenues dans des espaces clos et elles gagneront d'ailleurs ainsi en sérieux.

■ Larmes des pauvres



Dans un terrain miné par des inter communautaire la proposition du bamanakan comme la langue officielle du #Mali est une bombe à retardement sachant que chaque communauté est fière de sa langue parlée. Débat de caniveau ouvert par ceux se réduisant à #Bamako.

■ Kemi Seba Officiel



Ils se sont tellement convaincus que leur civilisation était le centre du monde qu'ils imaginent que s'ils vous en interdisent l'accès, vous ne pourrez plus vivre. 95% de mes voyages se font hors UE et c'est le passeport que j'utilise .

Mali : Trois Casques bleus tués par un engin explosif improvisé (ONU)



Trois Casques bleus de la mission de l'ONU au Mali (Minusma) ont été tués et trois autres grièvement blessés lundi par l'explosion d'un engin explosif improvisé dans le nord du pays, a indiqué la Minusma.

La Minusma a d'abord rapporté sur Twitter la mort de deux d'entre eux. Une porte-parole de la mission a ensuite confirmé qu'un troisième avait succombé à ses blessures.

Les soldats ont trouvé la mort "quand leur véhicule a sauté sur un engin explosif improvisé lors d'une patrouille de déminage à Tessalit, dans la région de Kidal", a précisé la Minusma.

Les Casques bleus faisaient partie du contingent tchadien de la Minusma, a dit sous le couvert de l'anonymat un agent du camp de la mission à Kidal.

"Les engins explosifs improvisés sont l'une des plus graves menaces à laquelle font face nos collègues", a rappelé sur Twitter le chef de la Minusma, El Ghassim Wane, qui a salué "leur courage et (leur) sens du devoir".

Les engins explosifs improvisés (EEI) ont causé la mort de 75 Casques bleus depuis le début de la mission en 2013, a comptabilisé la Minusma. Ils frappent aussi les civils. Onze d'entre eux ont été tués et des dizaines d'autres blessés la semaine passée dans la région de Mopti (centre) quand le car qui les transportait a heurté un engin explosif.

Le Mali est en proie aux attaques jihadistes et à de nombreux autres types de violences depuis 2012.

La Minusma est avec les forces maliennes l'une des principales cibles des jihadistes qui visent la présence étrangère et les symboles de l'Etat. La Minusma, avec environ 12.000 soldats déployés au Mali, est la mission de l'ONU la plus meurtrière dans le monde. Depuis sa création en 2013, 180 de ses membres ont trouvé la mort dans des actes hostiles. Les mines et les EEI sont une des armes de prédilection des jihadistes. Ils explosent au contact d'une roue ou sont actionnés à distance.

Un rapport de la Minusma arrêté au 31 août dénombreait 245 attaques aux EEI et aux mines en 2021 et 134 en 2022. Les mines et les EEI ont fait 103 morts en 2021 et 72 en 2022, dit le rapport. Presque les trois quarts des victimes se trouvent dans les rangs de l'armée malienne et des forces internationales, plus du quart parmi les civils, selon le rapport.

AFP

Justice : Arrestation de l'escroc Dramane Doumbia alias Dèkôrô par le Compol Niambélé du Commissariat du 16ème arrondissement de Sotuba



DRAMANE DOUMBIA alias « DÈKÔRÔ, l'escroc international, le « Playboy » insaisissable et le Malfrat le plus recherché est finalement tombé dans les filets du commissaire YAYA NIAMBÉLÉ.

DÈKÔRÔ, le « Multiplicateur » de billets de banque a été arrêté ce dimanche 16 Octobre aux environs de 04heures au niveau du TERRAIN CSK. Il était à bord de son véhicule TOYOTA-V6 couleur blanche. Après trois mois de recherche et de filature, le commissaire principal YAYA NIAMBÉLÉ, à la tête d'une unité constituée pour les besoins de la cause, vient de mettre fin au parcours de l'Escroc.

C'est à la suite de plusieurs plaintes enregistrées au niveau du Commissariat de la police du 16ème Arrondissement que le Bouillant Commissaire YAYA NIAMBÉLÉ a lui-même pris la tête de l'unité d'intervention. Une mission faisant suite à Plus de trois mois de filature et de surveillance. Son vaste domaine appelé DÈKÔRÔ-BOUGOU, une véritable forteresse, nichée sur la colline de YIRIMADIO était constamment sous surveillance. Ses faits et gestes aussi.

C'est finalement ce dimanche aux environs 04h, non loin du « Terrain CSK » à MISSABOUGOU, alors qu'il se trouvait à bord de son véhicule de luxe (une 4X4 - V6 couleur blanche) avec un complice du nom de BOUBACAR HAIDARA qu'il a été interpellé.

Une perquisition en bonne et due forme a été effectuée chez lui à DÈKÔRÔ-BOUGOU.

Faut-il le rappeler ? Présumé multiplicateur de billets de banque, DÈKÔRÔ a été plusieurs fois interpellé par la police et même déféré au tribunal. Mais il est toujours parvenu à s'en extraire.

DÈKÔRÔ-BOUGOU, son fief est protégé par des loubards et des Gardiens armés de fusils à pompe et qui l'avertissent à la moindre alerte. Et il disparaissait alors ! Mais cette fois-ci, il n'a pas vu le coup venir.

Nous y reviendrons plus en détails dans nos prochaines livraisons.

L'OBSERVATOIRE KOJUGU KOUNYAFAN
Pr TOURAMAGAN

Kenya : Le président dissout une unité de police accusée de meurtres



Le président kényan William Ruto a annoncé le démantèlement d'une unité de police accusée d'exécutions extrajudiciaires, ce qui a été salué lundi par des associations de défense des droits de l'Homme.

L'Unité des services spéciaux (SSU), créée il y a plus de 20 ans, a été sous le feu des critiques après des cas de disparitions forcées et de meurtres.

"Nous avons démantelé cette unité qui tuait arbitrairement des Kényans", a déclaré dimanche le président Ruto.

"La sécurité s'est détériorée et la police s'est mise à tuer des Kényans au lieu de les protéger", a-t-il poursuivi.

En janvier, la police avait ouvert une enquête après la découverte de corps en état de décomposition, dont certains portaient des traces de torture, dans une rivière de l'ouest du Kenya.

Au moins 39 corps non identifiés, tous des hommes, ont été retrouvés dans la rivière Yala, selon Missing Voices, un groupe qui milite pour dénoncer des exécutions extrajudiciaires au Kenya.

D'autres corps ont été retrouvés dans d'autres rivières du pays, dans des conditions similaires et sur fond de colère de la population contre les violences policières et ce qui a été perçu comme l'échec des autorités à faire rendre des comptes aux coupables parmi les forces de l'ordre.

La police n'a pas encore publié les conclusions de l'enquête.

La décision du chef de l'Etat a été saluée par plusieurs associations de défense des droits de l'Homme, dont Amnesty International.

"La police doit également auditer les activités de l'Unité [des services spéciaux] et répondre publiquement aux allégations de responsabilité dans les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires de nombreux suspects", a néanmoins demandé Amnesty sur Twitter.

La police kényane a été accusée par le passé d'avoir dirigé des escouades de tueurs à gages ciblant des personnes enquêtant sur des violations présumées des droits de l'Homme par les services de sécurité, y compris des avocats.

Selon Missing Voices, 1.264 personnes sont mortes entre les mains de la police depuis qu'elle a commencé à collecter des données en 2007. La Direction des enquêtes criminelles, à laquelle appartenait l'USS, a indiqué que tous les membres de cette unité avaient été rappelés dans l'attente d'"instructions plus détaillées".

AFP

Mois de la solidarité : Remise d'ambulances aux CSRF dans la région de Koulikoro



La deuxième semaine du mois de la solidarité a occasionné l'aubaine envers les autorités sanitaires de la Cité du Négoutan, à travers un appui conséquent de Son Excellence, le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État.

En effet, ce lundi 17 octobre 2022, l'équipe en charge des œuvres sociales du Président de la Transition, sous la conduite du Colonel Assan Badiallo, s'est rendue à Koulikoro, pour remettre au nom de Son Excellence, le président de la Transition, six ambulances médicalisées aux centres de santé de références des localités de Kati, Fana, Banamba, Nara, Ouelessébougou et Kangaba.

Cette donation qui, faut-il le rappeler, inscrite dans le cadre de l'initiative salvatrice du Chef de l'État à soulager les populations au plan sanitaire, a réuni à la direction régionale de la santé de Koulikoro, les représentants de l'exécutif régional, les élus communaux et plusieurs responsables des services de Santé de la région.

Prenant la parole, le 3^e adjoint au maire de la commune rurale de Koulikoro, Aliou Issa Tamboura a d'emblée remercié le Chef de l'État, conséquemment à l'importance que revêt une telle aubaine pour les populations pour la plupart en difficultés d'accès aux centres de santé de référence pour bénéficier de soins adaptés et dans l'urgence.

Pour les besoins de la cause, il faut souligner que ces Ambulances de dernières générations disposent d'un plateau technique performant, et d'un équipement moderne en réponse à tout cas de figure en transport de patients. Pour une cause tant humanitaire, selon le Dr Ismaila Simaga, médecin Chef de l'Hôpital de Kati ayant intervenu au nom des bénéficiaires, l'acquisition des Ambulances traduit la volonté exprimée du Président de la Transition à se soucier de la bonne santé des populations de la région de Koulikoro, en particulier, des Maliens en général.

Cette donation, contribuera à résoudre les problèmes récurrents d'évacuation, a-t-il déclaré. En remettant symboliquement lesdites Ambulances, la conseillère spéciale du Président, a rappelé que cette remise d'Ambulance consacre l'engagement du Colonel, Assimi GOITA, Président de la Transition envers les couches défavorisées et les personnes en situation difficiles.

Source : Présidence de la République du Mali

Égypte : Peine réduite pour un journaliste détenu depuis 2015 (avocat)



Un tribunal militaire a réduit lundi la peine de prison d'Ismail Alexandrani, journaliste et spécialiste du mouvement jihadiste devenu symbole de la répression en Égypte, ce qui devrait lui permettre de sortir de prison en novembre, a annoncé son avocat.

M. Alexandrani, l'un des très rares experts des mouvements islamistes armés dans la péninsule du Sinaï, est incarcéré depuis 2015 pour "appartenance" à la confrérie des Frères musulmans, déclarée "terroriste" depuis le renversement en 2013 du président issu de ses rangs Mohamed Morsi. Il est également accusé d'avoir publié des "secrets militaires".

En mai 2018, il a été condamné en première instance à 10 ans de prison par la justice militaire. La cour d'appel militaire a ramené lundi cette peine à sept ans.

"Comme Ismail Alexandrani a été arrêté en novembre 2015, il ne lui reste plus qu'un mois" de détention, a annoncé sur Facebook son avocat Tarek Abdelal.

L'Égypte, pays le plus peuplé du monde arabe avec 104 millions d'habitants, compte plus de 60.000 prisonniers d'opinion selon des ONG, une question que les défenseurs des droits humains entendent mettre sur le devant de la scène lors de la COP27 qui s'ouvrira le 6 novembre dans le pays. L'Égypte est par ailleurs en queue du classement mondial des libertés universitaires de l'Academic Freedom index (AFI).

Cette année encore, Ahmed Samir, étudiant égyptien en Autriche, a été condamné à trois ans de prison par un tribunal d'exception pour "fausses informations", tandis que le chercheur Patrick Zaki, arrêté pour "terrorisme" à son retour d'Italie où il étudiait, doit encore comparaître pour le même chef d'accusation.

Après 22 mois en détention préventive, il est libre mais encourt toujours jusqu'à cinq ans de prison.

AFP

Propos graves tenus par le fils de Ousmane Chérif Haidara : Réaction du doyen Elhadj Chahana Takiou



Je viens par la présente protester vigoureusement contre l'attitude du fils du président du Haut Conseil Islamique du Mali, qui a biffé dans la salutation adressée au meilleur homme de l'humanité, le non de notre prophète Mohamed (PSL) pour le remplacer par celui de son père.

C'est inacceptable ! C'est un blasphème ! La communauté musulmane du Mali doit protester contre cette attitude. Elle doit marcher.

Les Kimbiri et autres sont interpellés, eux qui marchent pour la cause palestinienne, contre la caricature du Prophète (PSL), et autres déviations par rapport à l'islam.

Le Haut Conseil Islamique lui-même est vivement interpellé, lui qui a récemment fait une déclaration contre une secte appelée "Hamadiya" ou je ne sais si exactement c'est l'appellation (je m'en excuse).

Ce que le jeune homme a fait est pire que les caricatures.

Au nom du respect à notre Prophète Mohamed (PSL) et surtout à Dieu qui nous a demandé de prier sur lui, le fils de Haidara doit être sévèrement sanctionné, comme l'interdiction de prêcher.

Au besoin, la justice même pourrait s'intéresser à ce cas, d'autant qu'ailleurs ceux qui caricaturent le meilleur homme de l'humanité sont poursuivis en justice.

Indignons devant cette situation ! Sortons de la complaisance ! Dénonçons ensemble cette arrogance jamais égalée en République du Mali. Wa Salam !

El Hadj Chahana Takiou

www.malikile.com



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Mali-Fonds Monétaire International : Vers le lancement d'un nouveau cycle de facilité élargi de crédit

Présent aux Assemblées annuelles 2022 du Fmi et du Groupe de la Banque mondiale, qui se tiennent en présentiel, du 10 au 16 octobre 2022 aux sièges des deux institutions à Washington (Usa), le ministre de l'Économie et des Finances Alousséni Sanou poursuit les discussions avec les hautes personnalités des institutions de Bretton Woods, les administrateurs de certains pays au sein de ces deux institutions et les dirigeants de certaines institutions financières.



Selon un communiqué de presse, à cette occasion, le ministre Alousséni Sanou a rencontré les administrateurs de la Fédération de Russie au sein des Conseils d'administration du Fmi et du Groupe de la Banque mondiale ainsi que celui de la République Populaire de Chine au sein du Conseil d'administration du Fonds. Le ministre Alousséni Sanou les a remerciés, aux noms des plus hautes autorités du Mali et du peuple malien, pour le soutien et l'accompagnement de leurs pays respectifs envers le Mali pour le respect de sa souveraineté et de ses choix stratégiques. Le ministre, informe la même source a apprécié leur soutien en faveur du Mali au sein des instances décisionnaires du Fmi et de la Banque mondiale. Il les a enfin réitérés l'engagement des autorités maliennes à renforcer les relations de coopération entre nos pays, notamment sur le plan politique et écono-

mique.

Le Ministre Alousséni Sanou s'est ensuite successivement entretenu avec des responsables du Fmi (le directeur Afrique, le directeur adjoint des Finances publiques, chef de mission du Fmi au Mali) pour une revue globale du cadre de coopération que le Mali entretient avec le Fonds. La même source signale que les autorités du Fmi ont salué les efforts remarquables réalisés par le Mali, en dépit des contraintes réelles que le pays a vécu, liées à l'embargo de la Cedeao et de l'Uemoa, à la conjoncture internationale et à la situation sécuritaire.

«La bonne tenue du cadre macroéconomique et la poursuite des réformes ont permis une meilleure mobilisation des ressources fiscales et une maîtrise des dépenses publiques. Des actions qui ont permis à l'Etat du Mali de renforcer les mesures de relance économique et

de soutien aux populations », lit-on dans le document.

Les orientations des plus hautes autorités du Mali en matière de politique économique, financière et budgétaire ont été portées à l'attention des responsables du Fmi par le ministre Alousséni Sanou qui a exprimé sa volonté de poursuivre la mise en œuvre de réformes qui permettront de consolider les acquis et de poser les jalons de la souveraineté économique et financière de la République du Mali. Il a salué la qualité de la coopération qui existe entre la République du Mali et le Fmi et il a félicité les équipes mobilisées dans le cadre de sa réussite. Il a réaffirmé la volonté des plus hautes autorités à respecter tous leurs engagements dans le respect des choix et des intérêts du Mali et de sa population.

«Les responsables du Fmi ont été satisfaits des résultats atteints par le Mali en matière de réformes, de performances budgétaire et macroéconomique. C'est pourquoi, un nouveau cycle de Facilité élargie de crédit (Fec) sera bientôt lancé, de même que la mobilisation des ressources du « Food Shock », qui est un nouveau guichet de financement mise en place par le Fmi », note le communiqué.

Le soutien et la promotion du secteur privé malien occupent une place de choix dans l'agenda du ministre de l'Économie et des Finances. C'est pourquoi, il a rencontré le directeur général adjoint de Société financière internationale (filiale de la Banque mondiale dédiée au financement du secteur privé) pour le soutien des entreprises maliennes, notamment leurs accès à des financements adéquats. L'ouverture prochaine d'une représentation de l'institution financière au Mali permettra de renforcer les efforts du gouvernement.

Enfin, le Ministre Alousséni Sanou a eu des discussions avec l'administrateur-pays (représentant du Mali au Conseil d'administration du Fonds monétaire international) afin de partager avec lui les orientations des plus hautes autorités du Mali et les priorités du gouvernement pour mieux le conforter dans son rôle de promotion et de défense des intérêts du Mali au sein de l'institution.

Adou FAYE
Source : LEJECOM

Élan de solidarité : L'association "Alegria" collecte des fonds en faveur des enfants talibés

L'association "Alegria" a organisé un dîner-gala de Bienfaisance, pour collecter des fonds, dans le cadre de ses actions en faveur des enfants talibés. C'était le samedi 15 octobre 2022, à l'hôtel Radisson Collection (ex-Sheraton).



Cette activité était placée sous le haut patronage du ministre, commissaire à la sécurité alimentaire M. Redouane AG MOHAMED ALI, de la présidente de l'association "Algeria", Adama Samake, de Mme Guindo Aissata WAGUE, de l'Association Vision Nouvelle ainsi que plusieurs autres personnalités.

Dans le cadre du développement de ses activités en faveur des enfants défavorisés, l'association "Alegria" a lancé depuis trois ans, un projet de réinsertion, d'éducation et d'insertion socio-professionnelle des enfants talibés au Mali. Ce projet consiste à identifier des enfants talibés dans certaines zones de forte densité à Bamako, à travers des enquêtes-statistiques, de collectes de données socio-économiques.

L'objectif poursuivi consiste à faire des bénéficiaires des modèles de réinsertion sociale, à travers des activités génératrices de revenus à l'exercice desquelles ils auront été formés. Cette 3e édition dîner-gala de Bienfaisance, pour collecter des fonds dans le cadre de ses actions en faveur des enfants talibés a permis à l'association Alegria de lever des fonds sur place. En outre, plusieurs bonnes volontés se sont manifestées à travers des engagements pour la réinsertion des enfants talibés dans le cadre de la troisième phase du projet SOS enfants talibés de l'Association "Alegria".

Dans son discours, la présidente de l'association "Alegria", Adama Samaké, a salué les efforts déployés par les différents partenaires,

pour leur soutien constant à cette cause noble au cœur de ses préoccupations et à laquelle elle s'est dédiée.

« Cela fait exactement trois ans, jour pour jour, que vous soutenez les actions de ce projet. C'est grâce à vos encouragements, votre confiance et à votre générosité que nous arrivons à concrétiser nos actions humanitaires. Je mesure l'immensité de vos efforts accomplis, qui nous ont permis d'arriver là, ce soir », a-t-elle déclaré en guise de reconnaissance.

« Dans le cadre du développement de nos activités en faveur de la cause des enfants défavorisés, l'association "Alegria" a lancé - depuis trois ans - un programme de resocialisation, d'éducation et d'insertion professionnelle des enfants mendians "talibés au Mali », a-t-elle indiqué.

Toujours selon la présidente de l'association, ce programme favorise, sans nul doute, la co-

hésion sociale, la réconciliation et l'égalité des chances pour tous les enfants du pays ; réduisant ainsi les risques de radicalisation. « Cela nous conforte dans notre volonté de nous inscrire dans la vision de Son Excellence Monsieur Assimi GOÏTA, Président de la Transition, de faire du Mali un Pays émergent, pacifié et socialement stable, qui compte en Afrique et dans le monde », a-t-elle indiqué

En outre, elle a remercié les donateurs pour leurs actes de bienfaisance. « A vous, chers grands donateurs - nationaux et internationaux présents avec nous ce soir -, je ne cesserai jamais de vous rappeler...vos nombreux dons. Vous pouvez être fiers des actions charitables que vous nous avez permis d'accomplir pour ses enfants démunis et qui n'ont jamais souhaité être dans cette situation », a souligné Mme Adama SAMAKE.

Pour sa part, le parrain de la 3e édition du dîner gala de Bienfaisance de l'association Alegria, le ministre Commissaire à la Sécurité Alimentaire Redouane Ag MOHAMED ALI, a salué à juste titre cette initiative, et remercié toutes les personnes qui ne ménagent aucun effort pour appuyer cette association, dans l'optique de la réinsertion socioéconomiques des enfants Talibés.

■ Maffenin Diarra



Menace contre la liberté de presse : Des travailleurs du Point G et la HAC indexés

L'Association des Éditeurs de Presse Privée (ASSEP) a réagi contre la menace proférée contre les journalistes sur les réseaux sociaux à travers « une déclaration haineuse d'un groupe d'individus se réclamant travailleurs de l'Hôpital du Point G ». Dans sa république, cette faitière de la presse malienne a dénoncé avec énergie l'« incitation à la violence et une attitude attentatoire à la liberté de presse garantie légalement en République du Mali ».

Les hommes de médias, n'ont-ils plus le droit d'exercer librement en République du Mali ? La question reste posée. Sur le sujet, la réaction de l'ASSEP (Association des Éditeurs de Presse Privée) ne s'est pas fait attendre, face à ce qu'il convient d'appeler une « menace contre la liberté de presse » en République du Mali.

Dans son communiqué de dénonciation, l'ASSEP a fait savoir son indignation totale après avoir « suivi avec surprise et inquiétude, le 12 octobre 2022, sur les réseaux sociaux, une déclaration haineuse d'un groupe d'individus se réclamant travailleurs de l'Hôpital du Point G contre les journalistes ». Ces faits remontent au 12 oc-

tobre 2022. Etre travailleur à l'Hôpital du Point G ne donne pas le droit à un citoyen malien de refuser de se soumettre à la loi en vigueur au Mali, au point d'en vouloir à un journaliste dans l'exercice de ses fonctions et menacer de le violenter.

« Dans ladite déclaration, un certain **Moussa Diamou Traoré, accompagné de certains de ses collègues, profère des menaces verbales contre les journalistes. Il arrive jusqu'à promettre de faire casser les matériels de travail de tout Journaliste...en train d'exercer son métier à l'intérieur de l'Hôpital sans l'autorisation de l'Administration** ».

L'ASSEP, attachée à l'idéal de défense et de

sauvegarde des valeurs démocratiques, dénonce avec la dernière énergie une incitation à la violence et une attitude attentatoire à la liberté de presse garantie légalement en République du Mali.

La faitière de la presse a également « profité de l'occasion pour mettre en garde contre toute tentative visant à entraver la pluralité d'opinions et toute action pouvant porter atteinte à l'intégrité physique ou morale des journalistes dans l'exercice de leur métier ». Tout en se réservant le droit d'engager, en lien avec tout journaliste éventuellement victime desdites menaces, des procédures devant les juridictions compétentes pour faire valoir les droits des journalistes en République du Mali, l'ASSEP a invité l'ensemble des journalistes - exerçant strictement en cette qualité - de rester sereins et à observer scrupuleusement, en toutes circonstances, l'éthique et la déontologie qui encadrent la profession.

C'est le moment de rappeler que la semaine dernière, un communiqué de la Haute Autorité de la Communication a mis en demeure Djoliba TV et son journaliste Mohamed Attaher Halidou après la diffusion d'un éditorial pour diffamation à l'endroit des autorités de la transition et de l'instance de régulation.

Interrogé sur la question, Monsieur Bandiougou Danté, Président de la Maison de la Presse





a fait savoir que « **cette interpellation n'est pas une sanction** »

« **La HAC est dans son rôle en adressant une mise en demeure à un organe de Presse. La mise en demeure donne la possibilité à l'organe de s'expliquer. Seule l'organisation de régulation peut interpellier un organe. Cette interpellation n'est pas une sanction. Elle doit permettre de convaincre. D'ailleurs, des mises en demeure sont régulièrement adressées aux organes audiovisuels. L'organe concerné a géré un cas similaire dans un passé très récent sans l'implication des réseaux sociaux. Malheureusement, aujourd'hui, tout le monde s'implique dans tout au point que le Mali est devenue le pays des spécialistes de tout. Enfin, il faut inviter la HAC à privilégier le dialogue permanent avec les médias, en initiant des sessions de renforcement de capacités** », a expliqué Bandiougou Danté.

Pour Tiégoum Maïga, journaliste doyen, parmi les doyens, de la presse malienne : « **si jamais, sur la base de l'article 2, la HAC parvenait à fermer Joliba FM, ce serait très grave pour la liberté de la presse et**

pour la liberté d'expression ». Et d'ajouter : « **J'ai réécouté immédiatement l'éditorial incriminé, puis une deuxième fois, puis une troisième fois. Je n'ai pas entendu l'once d'un manquement à la déontologie et à l'éthique de notre profession** ». Ramata Diaouré membre du CNT, représentante du RSF au Mali a souligné qu'elle n'a « **pas trouvé qu'il y avait une faute professionnelle de la part de Mohamed Attaher Halidou** ». « **J'ai été un peu surprise et ai**

donc tenu à écouter attentivement l'édition du journaliste de Joliba TV. Sans préjuger de ce qui va sortir de la rencontre avec le promoteur de la télé, je n'ai pas trouvé qu'il y avait une faute professionnelle de la part de Mohamed Attaher Halidou. Je reste donc à l'écoute pour la suite », dit-elle.

■ Binadjan Doumbia



Élimination de la pauvreté : Guterres s'alarme contre la marche à reculons du monde !

A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le Secrétaire général des Nations Unies a fait une déclaration. « Nous sommes face à une dure réalité : le monde est en train de faire marche arrière », a déclaré Monsieur Antonio Guterres.

Chaque 17 Octobre, le monde célèbre l'élimination de la pauvreté. A cette l'édition 2022, le Secrétaire général de l'Onu a déclaré que cette journée « est un rappel à l'ordre pour le monde entier. » « La COVID-19 a plongé des millions de personnes dans la pauvreté, réduisant à néant plus de quatre années de progrès accomplis de haute lutte. Les inégalités se creusent. L'économie des pays et des ménages est mise à mal par les pertes d'emplois, la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, et le spectre grandissant d'une récession mondiale », indique le Secrétaire général. Cependant, dans le même temps, la crise climatique et les conflits qui font rage provoquent d'immenses souffrances, tout particulièrement pour les populations les plus pauvres. Les pays en développement sont asphyxiés et se voient refuser l'accès aux ressources et à l'allègement de la dette qui leur permettraient d'investir dans la relance et la croissance.

Face à ces innombrables défis, la réalisation des objectifs de développement durable semble hors de portée. C'est pourquoi selon le patron onusien, « la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté est un rappel à l'ordre pour le monde entier ». Pour cette édition, le thème choisi est : « Mettre en pratique la dignité pour tous ». Ce thème est évocateur et « doit être un cri de ralliement pour une action mondiale à lancer de toute d'urgence ».

Au Mali, l'insécurité croissante associée à l'instabilité politique n'ont permis qu'une timide reprise économique en 2021. Ce qui a entraîné l'installation de la pauvreté dans le pays depuis 2012.

Selon les estimations de la banque mondiale, « le taux de pauvreté national aurait augmenté de 42,5 % en 2019 à 44,4 % en 2021, entraînant 375 000 personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté », indique le rapport de la Banque mondiale publié le 24 mai 2022.

Selon la dernière note sur la situation économique du Mali, intitulée Résilience en des temps incertains : l'insécurité croissante qui affecte le pays, associée à la crise socio-politique a entraîné une reprise économique timide, plus faible que prévue, en 2021. Les perspectives de croissance pour 2022 ont été encore davantage compromises du fait des sanctions économiques, de l'insécurité alimentaire régionale et de la guerre en Ukraine.

Une reprise économique plus faible que prévue en 2021

Le rapport souligne que l'économie malienne n'a connu qu'un modeste rebond en 2021 (avec une croissance réelle estimée à 3,1 % soit 0,2 % par habitant) entraîné par la reprise dans les secteurs agricoles et des services, après la récession de 2020 (-1,2 %). Les progrès réalisés dans les échanges commerciaux sur la période 2019-2020, suite à la hausse des cours de l'or, se sont ensuite considérablement ralentis en 2021, privant le pays d'un des principaux moteurs de sa croissance.

Les perspectives pour 2022 dépendent encore de la durée des sanctions

Les sanctions économiques et financières imposées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) depuis le 9 janvier 2022, ont considérablement assombri les perspectives économiques pour 2022. Le rapport suppose que si les sanctions avaient été levées fin du premier trimestre, la croissance du produit intérieur brut (PIB) en termes réels pourrait encore avoisiner les 3 % en 2022 – soit 2 % plus bas que le niveau estimé avant l'établissement des sanctions. Cependant, si les sanctions devaient être maintenues en place pour la durée du deuxième trimestre de l'année, l'économie pourrait entrer à nouveau en récession en 2022.



L'ONU exhorte à une action visant à investir dans des solutions axées sur l'être humain, la santé, le travail décent, l'égalité des genres, en passant par la protection sociale et la transformation des systèmes alimentaires et éducatifs. Il va falloir une réforme en profondeur dans le système financier mondial, qui est en faillite morale, et donner à tous les pays un accès au financement et à l'allègement de la dette ; mais également, mener une action visant à aider les pays en développement tandis qu'ils abandonnent les combustibles fossiles, qui détruisent la planète, au profit des énergies renouvelables, et établir des économies vertes créatrices d'emplois. Il faut, aussi, mettre fin aux conflits et surmonter les divisions géopolitiques et à instaurer la paix tout en réalisant les objectifs de développement durable.

■ Binadjan Dombia



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



Réunion du conseil de sécurité sur le Mali : Le ministre Diop à New York pour exprimer les attentes du peuple

Le 18 octobre 2022, le Conseil de Sécurité des Nations Unies se réunit sur le rapport trimestriel du Secrétaire général des Nations Unies sur le Mali pour la période de juin à septembre 2022. Le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop, participera à cette réunion pour porter les observations du Gouvernement sur le rapport et partager les attentes des Maliennes et des Maliens.

Ce rapport est élaboré conformément aux dispositions de la Résolution relative au mandat de la MINUSMA. Ainsi, l'ordre du jour exclusif de la réunion est d'informer les membres du Conseil de Sécurité sur l'évolution de la situation au Mali depuis la précédente rencontre, tenue en juin dernier. Le rapport est articulé autour des points relatifs aux événements politiques marquants, à la situation sécuritaire, aux droits de l'homme, à la situation humanitaire, à la situation économique et aux défis opérationnels de la Mission.

Il s'agit ainsi d'une session ordinaire, classique et régulière qui se tient tous les trois mois, selon un format précis, qui prévoit la présentation du rapport par le Secrétariat des Nations Unies, suivie dans certains cas, de l'intervention d'un représentant de la société civile, ensuite les discours des membres du Conseil de Sécurité et l'intervention du pays concerné conclut la séance publique.

Le Mali, en sa qualité de pays concerné, à travers son ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, participera à cette

séance publique du Conseil de Sécurité, afin de partager avec ses membres, les observations du Gouvernement sur le rapport et partager les attentes des Maliennes et des Maliens.

Pratiquement, ce mécanisme existe pour l'ensemble des Opérations de paix des Nations Unies. Cette rencontre n'a, dès lors, rien à voir avec la session d'urgence demandée par le Mali, par lettre en date du 15 août 2022.

BD Correspondante particulière
Source : Le Challenger

Vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation : Le ministre Ikassa Maïga rencontre les partis politiques

Dans la poursuite des séries de rencontres avec toutes les composantes de la nation, le ministre de la Refondation de l'État, Ibrahim Ikassa Maïga était en séance de présentation, d'échanges et d'appropriation du Cadre Stratégiques de la Refondation avec les partis et regroupements politiques. C'était le vendredi 14 octobre 2022 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB).



Acette occasion, le ministre a procédé à la présentation du document portant cadre stratégique de la refondation de

l'État et ses plans d'actions. Le jeudi 15 septembre 2022, le ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations

avec les Institutions, M. Ibrahim Ikassa MAIGA a procédé, au nom du Triumvirat de ministres chargés respectivement de l'Administration territoriale, des Reformes politiques et institutionnelles et de la Refondation de l'État, à la remise du document du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État, assorti de ses Plans d'actions (CSRE 2022-2031), en versions physique et numérique, à Monsieur le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye MAIGA.

Le ministre chargé de la Refondation de l'État a présenté cette cérémonie de remise comme le point de départ officiel des activités du dispositif institutionnel, fixé par le décret n°2022-0516/PM-RM du 01/09/2022, tout en rappelant le contenu du chronogramme des activités de vulgarisation, se déclinant en une série de rencontres de présentation et d'appropriation du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État. Dans la poursuite de la séries de rencontres d'appropriation et de vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation avec toutes les forces vives de nation, le Professeur Ibrahim Ikassa Maïga a d'abord rencontré les professionnels de médias, puis la Haute Administrations de l'État puis la société civile avec les parties prenantes au processus de paix, les organisations syndicales et patronales. Et, le vendredi 14 octobre 2022, le ministre de la Refondation de l'État a rencontré la classe politique.

Dans son discours, le ministre Ibrahim Ikassa Maïga a déclaré que toutes ces activités constituent un paramètre important en termes de redevabilité, au peuple malien et de mise en œuvre efficiente des recommandations des Assises Nationales de la Refondation pour la transition en cours.

De ce fait, il a souligné, que les autorités de la transition ont déjà réaffirmé cette volonté à travers la mise en route du dispositif de pilotage gouvernemental et la création du comité indépendant de suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations (CIN-SERE-ANR).

En outre, il a réitéré toutes sa profonde gratitude à tous les concitoyens de l'intérieur comme de la diaspora, aux institutions, aux Organes des Assises de la Refondation, aux légitimités traditionnelles, coutumières et religieuses, aux forces politiques et socioéconomiques, à l'Administration et aux collectivités pour les immenses efforts



consentis, et les divers contributions ayant permis, selon lui, « in fine de disposer d'un outil qui va permettre d'impulser le changement dans tous les segments de notre pays ». Enfin, il a – au nom des plus hautes autorités de la transition – appelé tous maliens à une pleine implication pour une application effi-

ciente des mesures de refondations, dont l'essentiel concerne, appelle et interpelle d'abord les fils du Mali pour un changement de paradigme afin de relever le défi d'un Mali souverain et émergent, « MALIKURA ». Rappelons que, dans le processus de vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation

de l'Etat, le ministre Ibrahim Ikassa Maiga doit rencontrer, prochainement, les universitaires et toutes les composantes de la nation dans les régions, les collectivités et à l'extérieur.

■ Maffenin Diarra



De la fiction majoritaire à l'aspiration au consensus : Le Mali est-il Malianophone ?

Le débat sur l'officialisation des langues nationales – puisque le Mali en compte treize (13) – pour remplacer ou les loger à la même enseigne que le français, n'est pas nouveau. Toutefois, son intensité s'inscrit dans un contexte doublement marqué : d'une part, la quête de refondation qui pourrait se matérialiser en des aspects dans l'avant-projet de la nouvelle Constitution, et par l'opportunité perçue afin de diminuer davantage l'influence politique et culturelle de la France au Mali, d'autre part.



Ce débat ne peut être que passionné mais point aveugle, car l'enjeu exige qu'il soit mieux informé. L'usage des langues nationales dans l'expression officielle dans nos pays reste un défi de gouvernance. Pour reprendre la juste préoccupation de la journaliste Ramata Diaouré, c'est un enjeu de transparence que de rendre accessible aux citoyens le communiqué du Conseil des ministres. Il est tout de même aisé de souligner qu'une large partie de la population ne s'exprime pas dans la langue officielle qu'est le français. Cependant, il ne suffit pas de décréter l'officialisation des langues nationales,

mais plutôt de préparer la désofficialisations du français dans ce processus de mondialisation et d'échanges multiformes entre les nations.

Au mieux, la qualité du débat approfondira les possibilités réfléchies et concrètes de l'officialisation des langues nationales, avec ou sans langues étrangères. Sinon, ce sera une énième opportunité gâchée par des marchands d'illusions. Car la question fondamentale porte sur l'identité culturelle du Mali autour de laquelle il n'y a véritablement pas de consensus.

Joseph Ki-Zerbo et la théorie du dépassement

L'identité et la culture occupent une place centrale dans la réflexion de l'historien que fut le « vieux Joseph ». D'ailleurs, sa pensée résonnait dans cette partie du discours où Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères. Devant l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre dernier, ce dernier rappelait que « l'Afrique n'est ni anglophone, arabophone, francophone, lusophone... L'Afrique est AFRICANOPHONE. »

Le professeur Ki-Zerbo écrivait qu'il était in-

dispensable de lever cette « équivoque », qui donne la fausse impression d'une Afrique divisée en trois grands morceaux : les anglophones, les francophones et les lusophones. L'Afrique est un continent et non un pays. Sacrée révélation !

En réalité, cette vision de l'Afrique comme une entité culturelle fait écho aux travaux du professeur Cheick Anta Diop sur l'État fédéral africain et le dépassement des frontières artificielles héritées de la colonisation.

Pour Ki-Zerbo, « le problème des langues est fondamental parce qu'il touche à l'identité des peuples. Et l'identité est nécessaire pour le développement comme pour la démocratie ». Seulement, l'identité n'est ni figée ni exclusive, car « il est indispensable et impossible de rejeter les langues imposées par la colonisation parce qu'objectivement, elles ont été intégrées dans notre patrimoine culturelle, elles unissent des peuples africains entre eux et avec la communauté internationale. Les langues nous font accéder à des gisements fabuleux de cultures et d'histoire qui sont des portes incontournables pour entrer dans le monde contemporain. »

En cela, le défi est moins de sortir du français que de créer les conditions consensuelles pour faire de nos langues nationales des outils d'expression et de communication entre nous et avec les autres.

La tentation dangereuse de l'affinité linguistique et ethnique

Précisions d'emblée que la langue n'est pas « l'ethnie » et ne peut, à elle seule, définir la personnalité culturelle d'un individu. Pourtant, l'identité culturelle malienne reste à construire. L'avant-projet de la nouvelle Constitution n'a justement pas gommé les désaccords profonds qui existent autour de questions existentielles.



Au Sénégal, selon une anecdote racontée par un participant à un Forum sous-régional, les Sénégalais étaient prêts à remplacer le français comme langue officielle mais les désaccords étaient vite apparus sur le choix de la langue nationale à officialiser. Au Mali, la même problématique reste manifeste malgré le débat vif pour la dépasser ou, au contraire, la discuter profondément pour arriver à un consensus. Sans cela, le risque que soulevait Ki-Zerbo, serait de « réduire l'identité culturelle au profit d'une ethnie, parfois d'un village, c'est évidemment verser dans le tribalisme, dans l'ethnologisme, qui ont fait tant de mal à l'Afrique ».

Paradoxalement, des repères endogènes tant sollicités pendant ce processus de refondation ne font finalement pas consensus, la Charte de Kurukan Fuga est un cas illustratif. De même que le bamanankan qui, arithmétiquement, bénéficierait d'office de statut de langue nationale officielle pour remplacer le français. Et c'est là où réside la fiction du nombre, donc de la majorité que donne également l'élection

dans un contexte plus large.

Or, la refondation nous impose de trouver les ressorts intellectuels et moraux dans nos repères endogènes qui doivent refléter « la volonté générale » et non la somme des particularités. Il est tout de même heureux de constater un consentement tacite autour de la Déclaration universelle des droits de l'Homme du 10 octobre 1948 et de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples du 27 juin 1981.

Si pour Ki-Zerbo, « aucune ethnie africaine ne peut se vanter d'avoir structuré sa personnalité culturelle, encore moins sa personnalité biologique en vase clos », le défi reste tout de même de sortir de la vision totalisante d'une identité particulière pour aller à une identité culturelle malienne plurielle grâce au dialogue permanent et dynamique comme moyen du consensus autour de cette question existentielle.

Source : Benbere



4ème édition Handifestival : "La protection sociale des personnes vivant avec un handicap dans le Malikoura"

La cérémonie de lancement des activités de la 4ème édition de Handifestival International s'est tenue le samedi 15 octobre, à la place du cinquantenaire. Cette édition a pour thème : "La protection sociale des personnes vivant avec un handicap dans le Malikoura".



Cette activité a été présidée par la ministre de la Santé et du Développement social, Mme Diéminatou Sangaré qui avait à ses côtés le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo et la présidente de la Fédération malienne des personnes handicapées, l'honorable Hatouma Gakou.

L'objectif de ce festival est de favoriser l'intégration des personnes handicapées de la sous-région, créer une dynamique inclusive permettant de faire éclore leurs talents, dans les différentes formes d'expressions culturelles et artistiques ; et attirer l'attention des gouvernants, sur la nécessité d'inclure les personnes handicapées au centre des activités collectives.

Aussi, le festival constitue une occasion pour lutter efficacement contre la discrimination faite aux personnes handicapées, surtout envers les femmes ; et de montrer que le handicap n'est pas un obstacle irrémédiable.

Au cours de son allocution, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo, a mis un accent particulier sur l'apport de ce festival dans

la promotion de la culture malienne.

En outre, il a réaffirmé l'engagement des hautes autorités nationales, en faveur des personnes handicapées visuelles, en évoquant la ratification en 2013 du traité de Marrakech qui établit un ensemble de règles internationales qui garantissent l'existence de limitations ou d'exceptions au droit d'auteur, en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes souffrant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés. Il permet également l'échange transfrontière d'exemplaires d'œuvres publiées, réalisés en format accessible. « Ils pourront ainsi participer au même titre que les bien portants aux compétitions internationales. Le Mali a été le premier pays africain à le ratifier », a-t-il rappelé.

A cet égard, le ministre a indiqué que la prise en charge sociale des personnes vivant avec un handicap a été toujours au centre des préoccupations de nos plus autorités. « Chaque personne compte, et encore plus dans le Malikoura, que nos plus hautes autorités ont à cœur de bâtir dans un élan de patriotisme et d'inclusion. Nous sommes prêts à les aider dans leurs projets de développement de

la culture au Mali. Le but est de les rendre compétitifs sur le plan national et international », a-t-il fait savoir.

Ce qui lui fera promettre d'inscrire le Handifestival en lettres d'or dans l'Agenda culturel du Mali.

Abordant dans le même sens, le ministre de la Santé et du Développement social, Diéminatou Sangaré, a précisé que le Malikoura - prôné par le Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi Goïta - met en avant la promotion de l'égalité des chances, l'équité et la justice sociale envers tous les enfants du pays. « La protection sociale des personnes vivant avec un handicap est une volonté d'extension de la couverture sociale à tous les segments de notre population sans exclusion aucune... Cette ambition est reflétée dans la constitution de notre pays qui dispose en son article 17 : « L'éducation, l'instruction, la formation, le travail, le logement, les loisirs, la santé et la protection sociale constituent des droits reconnus ». Il faut donc veiller à les promouvoir pour la satisfaction de leurs bénéficiaires », a-t-elle lancé.

Ce faisant, elle a cité, la loi no 2018-027/ du 12 juin 2018 relative aux droits des personnes vivant avec un handicap et le décret no 2021-0662/PT-RM du 23 septembre 2021 fixant les modalités d'application de la loi précitée. « Dans le domaine de l'emploi, signalons la mise en exécution de mesures spécifiques de recrutement aux emplois publics dans le cadre du concours d'intégration à la fonction publique de l'Etat et des Collectivités en faveur des handicapés », a-t-elle souligné.

Pour rappel, cette cérémonie a été marquée par des prestations artistiques et culturelles ; et des présentations de produits et d'articles de tous genres, conçus par les personnes vivant avec un handicap.

■ Maffenin Diarra

Guerre au Tigré : L'ONU s'alarme d'une situation "incontrôlable" en Éthiopie



La situation en Éthiopie devient "incontrôlable", s'est alarmé lundi le secrétaire général de l'ONU, le gouvernement éthiopien ayant affirmé plus tôt vouloir poursuivre ses opérations dans la région septentrionale du Tigré au lendemain d'un appel de l'Union africaine (UA) à cesser le feu.

"Les hostilités au Tigré doivent cesser maintenant", a insisté Antonio Guterres devant la presse à New York.

"La situation en Éthiopie devient incontrôlable. La violence et la destruction atteignent des niveaux alarmants", a déclaré le chef des Nations unies, soulignant le "prix terrible payé par les civils" et le "cauchemar" vécu par la population éthiopienne.

M. Guterres a réclamé "le retrait immédiat et le désengagement d'Éthiopie des forces armées érythréennes" qui épaulent les troupes fédérales éthiopiennes au Tigré et demandé à "toutes les parties" de permettre le passage de l'aide humanitaire, dont l'ONU a suspendu l'acheminement depuis la reprise des combats fin août.

UA, ONU, États-Unis et Union européenne (UE), notamment, ont tiré ces derniers jours la sonnette d'alarme face à une récente intensifica-

tion des combats au Tigré, une semaine après l'annonce de pourparlers de paix, finalement avortés, en Afrique du Sud.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, avait appelé dimanche à "un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel", se disant "gravement inquiet des informations sur l'intensification des combats" au Tigré.

- "Mesures défensives" -

Les rebelles tigréens avaient répondu dimanche soir être "prêts à respecter une cessation immédiate des hostilités". Sans répondre directement à l'appel de l'UA au cessez-le-feu, le gouvernement fédéral éthiopien du Premier ministre Abiy Ahmed, prix Nobel de la paix 2019, a lui justifié lundi sa volonté de poursuivre ses opérations militaires au Tigré. Dans un communiqué, il s'est dit "contraint de prendre des mesures défensives pour protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays" face "aux attaques répétées" des autorités rebelles du Tigré, en "collusion active" avec des "puissances étrangères hostiles".

"Il est donc impératif que le gouvernement d'Éthiopie prenne le contrôle immédiat de tous les aéroports, autres infrastructures fédérales et installations" au Tigré, expliquent les autorités éthiopiennes.

Mais "tout en poursuivant ces objectifs, le gouvernement est déterminé à une résolution pacifique du conflit via les pourparlers de paix sous l'égide de l'UA", assurent-elles, estimant qu'un "un règlement global et négocié apportant une paix durable est nécessaire".

Cette volonté de poursuivre ses opérations au Tigré "est une indication claire que le gouvernement et son allié (érythréen) feront tout pour mener à bien leur intention génocidaire contre le peuple du Tigré", a réagi auprès de l'AFP Getachew Reda, porte-parole des autorités rebelles du Tigré.

Le conflit, qui oppose depuis novembre 2020, le gouvernement fédéral éthiopien aux autorités rebelles du Tigré, se déroule quasiment à huis clos, le nord de l'Éthiopie étant largement interdit aux journalistes.

Mais selon des sources concordantes, le Tigré est actuellement pris en tenaille entre, au nord, une offensive conjointe des armées éthiopiennes et érythréennes depuis l'Ery-

thrée, et au sud les troupes éthiopiennes aidées des forces des régions de l'Amhara et de l'Afar voisines.

- "Attaques aveugles" -

ONU, Etats-Unis et UE se sont notamment alarmés ce week-end de la situation à Shire, ville du Tigré qui comptait environ 100.000 habitants avant la guerre. Située à environ 40 km au sud de la frontière avec l'Érythrée, elle a été la cible d'intenses bombardements ces derniers jours, selon des sources humanitaires sur place.

Deux civils et un employé de l'ONG International Rescue Committee (IRC) y ont péri dans un bombardement vendredi.

Dans son communiqué, le gouvernement éthiopien dit "regretter profondément toutes les atteintes ayant pu être infligées aux civils, dont le personnel humanitaire", sans faire explicitement référence à la mort du membre de l'IRC.

Il assure que les forces éthiopiennes "se conforment strictement" au droit humanitaire international et "s'efforcent d'éviter les combats en zone urbaine pour éviter les pertes civiles", évoquant "des instructions strictes données pour renforcer cet engagement".

Parallèlement, Addis Abeba appelle civils et acteurs humanitaires "à s'éloigner des installations militaires", accusant les rebelles tigréens "d'utiliser les civils comme boucliers humains et les installations civiles à des fins militaires".

Après cinq mois de trêve ayant laissé entrevoir des espoirs de négociations, les combats ont repris depuis le 24 août dans le nord de l'Éthiopie.

Le bilan des victimes de cette guerre est inconnu. Mais celle-ci a provoqué une catastrophe humanitaire, déplaçant plus de deux millions de personnes et plongeant plusieurs centaines de milliers d'Éthiopiens dans des conditions proches de la famine, selon l'ONU.

Dimanche, la responsable de l'Agence américaine pour l'aide humanitaire (USAID), Samantha Power, a souligné "le coût humain sidérant de ce conflit".

AFP

Éthiopie : L'UA appelle les belligérants à "se réengager" dans la paix



L'Union africaine (UA) a appelé dimanche les belligérants dans le conflit éthiopien à "se réengager" dans les pourparlers de paix, alors que la violence s'intensifie dans la région assiégée du Tigré.

La ville de Shire, dans le nord-ouest du Tigré, a été bombardée pendant plusieurs jours, lors d'une offensive conjointe des troupes éthiopiennes et érythréennes contre les rebelles tigréens qui a fait plusieurs victimes civiles.

Un membre de l'International Rescue Committee (IRC), une ONG apportant des secours aux sinistrés, a été tué et un autre blessé lors d'une de ces attaques vendredi, qui a fait deux autres morts civils, selon l'IRC.

Le chef de l'ONU, Antonio Guterres, s'est joint aux États-Unis et à d'autres pays occidentaux pour dire sa préoccupation face à l'aggravation de la violence et son impact sur les civils. Il a appelé les deux parties à négocier la paix.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a lui aussi déclaré que l'escalade de la violence constituait "une grave préoccupation".

"Le président exhorte les parties à renouveler

leur engagement au dialogue conformément à leur accord pour que des pourparlers directs soient convoqués en Afrique du Sud", a-t-il ajouté dans un communiqué.

Le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed et les autorités tigréennes ont accepté une invitation de l'UA à discuter, mais les négociations qui devaient commencer le week-end dernier en Afrique du Sud n'ont pas eu lieu.

Elles devaient être dirigées par l'envoyé spécial de l'UA pour la Corne de l'Afrique, Olusegun Obasanjo, l'ancien vice-président sud-africain Phumzile Mlambo-Ngcuka et l'ex-président kenyan Uhuru Kenyatta.

Des diplomates ont suggéré que des problèmes logistiques étaient en partie à l'origine de leur report.

Les derniers combats au Tigré ont eu lieu lorsque l'envoyé spécial américain, Mike Hammer, est arrivé à Addis-Abeba pour faire pression pour mettre fin à cette guerre entre l'Éthiopie, ses alliés et les rebelles dirigés par le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui dure depuis près de deux ans.



La ville de Shire, à environ 40 km au sud de la frontière éthiopienne avec l'Érythrée, a été "soumise à des frappes aériennes et d'artillerie lourde continues toute cette semaine", a déclaré à l'AFP un travailleur humanitaire sur place.

Un membre de l'IRC y a été tué lorsque l'ONG distribuait de la nourriture "aux bénéficiaires du PAM, y compris des mères et des enfants vulnérables", a déploré dimanche le Programme alimentaire mondiale (PAM) des Nations unies.

"Le PAM condamne tout ciblage délibéré des activités humanitaires et appelle fermement toutes les parties au conflit à respecter et protéger les opérations et le personnel humanitaires, conformément à leurs obligations liées au droit international humanitaire", a déclaré à l'AFP un porte-parole du PAM en Éthiopie.

En évoquant les "récentes attaques aveugles" des forces éthiopiennes et érythréennes, la cheffe de l'Agence américaine pour l'aide humanitaire (USAID), Samantha Power, a jugé que "le risque d'atrocités et de pertes de vies supplémentaires s'intensifie, en particulier autour de Shire".

Les combats avaient repris en août au Tigré après une accalmie de cinq mois, ébranlant les espoirs de régler un conflit qui a tué un nombre incalculable de civils et qui a été mar-

qué par des atrocités de toutes parts.

Le retour à la guerre a également stoppé l'aide nécessaire au Tigré, où l'ONU affirme que des millions de personnes ont été forcées de quitter leurs foyers et que des centaines de milliers sont proches de la famine.

Le conflit a éclaté en novembre 2020 lorsqu'Abiy, prix Nobel de la paix, a envoyé des

troupes contre le TPLF, parti au pouvoir au Tigré qu'il accuse d'avoir organisé des attaques contre des camps militaires.

Le TPLF a dominé la coalition au pouvoir en Éthiopie pendant des décennies, avant qu'Abiy n'arrive au pouvoir en 2018.

AFP



Michel Platini 4é, CR7 2é...

Les 5 joueurs ayant remporté le plus de ballon d'or dans l'histoire du football

Le lauréat du Ballon d'Or 2022 sera annoncé aujourd'hui (17 octobre) lors de la cérémonie qui se tiendra au Théâtre du Châtelet à Paris, en France. Ce prix est décerné au footballeur le plus performant d'une saison par le magazine d'information français France Football.



Le Ballon d'Or est sans aucun doute le prix individuel le plus prestigieux du monde du football. Le lauréat du Ballon d'Or est choisi par une combinaison de votes des représentants des médias, des capitaines des équipes nationales et des entraîneurs. Jusqu'en 1995, le Ballon d'Or n'était décerné qu'aux joueurs européens. Il a ensuite été étendu aux joueurs du monde entier évoluant dans des clubs européens. En 2007, son champ d'action a encore été élargi pour inclure les footballeurs du monde entier.

Sans plus attendre, jetons un coup d'œil aux cinq joueurs qui ont remporté le plus de Ballon d'Or dans l'histoire du football.

#5 Marco van Basten – 3 Ballons d'Or gagnés
Marco van Basten est l'un des attaquants les plus meurtriers de l'histoire du sport. Il a été phénoménal pour l'équipe nationale néerlandaise ainsi que pour l'Ajax et le Milan AC, les deux clubs qu'il a représentés au cours de sa carrière relativement courte.

Il a été classé sixième dans le sondage Inter-

net du Joueur du siècle de la FIFA et a remporté trois fois le Ballon d'Or. Van Basten a remporté son premier Ballon d'Or en 1988 après avoir mené l'équipe nationale des Pays-

Bas à la gloire lors de l'Euro. Il a également été le meilleur buteur du tournoi et a remporté le Soulier d'or.

Van Basten a remporté un deuxième Ballon d'Or consécutif en 1989 après avoir mené l'AC Milan à la victoire en Coupe d'Europe. Il remporte à nouveau le prix en 1992.

#4 Michel Platini – 3 Ballon d'Or gagnés

Le Roi » Michel Platini est l'une des figures les plus importantes de l'histoire du football français. Il a joué un rôle crucial dans l'accession de la France au rang de superpuissance du football français. Ce petit meneur de jeu a fait carrière en jouant un rôle déterminant pour son club et son pays quand il le fallait.

Il a mené les Bleus à la gloire lors du championnat d'Europe de 1984. Platini était incontestablement le meilleur footballeur du monde au début des années 80. Il a remporté le Ballon d'Or trois années de suite (1983, 1984 et 1985). Platini a consolidé son statut de grand joueur de tous les temps au cours de cette période et a inspiré une nouvelle génération de meneurs de jeu. Zinedine Zidane, largement considéré comme l'un des plus grands de tous les temps, a salué Platini comme son héros. Il a déclaré à FIFA.com :

« Quand j'étais enfant et que je jouais avec mes amis, je choisisais toujours d'être Platini. Je laissais mes amis se partager les noms de mes autres idoles entre eux ».

#3 Johan Cruyff – 3 Ballon d'Or gagnés

Le magicien néerlandais Johan Cruyff est non seulement l'un des plus grands footballeurs de tous les temps, mais on lui attribue égale-





ment la révolution de ce sport. Pionnier, il a connu une carrière exceptionnelle en tant que joueur et entraîneur et a popularisé la philosophie du « football total ».

Cruyff s'est d'abord imposé à l'Ajax, où il a remporté huit fois le titre de champion en deux saisons. Il a également remporté trois fois la coupe d'Europe avec le club néerlandais. Cruyff a rejoint le FC Barcelone en 1973 et a remporté la Liga dès sa première saison avec les Catalans.

Il a été élu joueur européen du siècle en 1999. Cruyff a remporté le Ballon d'Or à trois reprises, à savoir en 1971, 1973 et 1974.

#2 Cristiano Ronaldo – 5 Ballons d'Or remportés

Cristiano Ronaldo est sans doute le plus grand buteur de l'histoire du football. L'icône portugaise est le meilleur buteur du football international masculin avec 117 buts à son actif. Il a connu une carrière extrêmement brillante et est toujours en pleine forme à l'âge de 37 ans. Ronaldo a remporté le Ballon d'Or à cinq reprises au cours de sa carrière. Il est l'un des attaquants les plus complets de l'histoire du sport. Après avoir débuté comme ailier, Ronaldo a lentement évolué vers le poste d'attaquant intérieur avant de se transformer en avant-centre.

Il se distingue par sa vitesse fulgurante, sa

ruse, son incroyable distance de tir, sa vision, ses qualités athlétiques et sa volonté de réussir.

#1 Lionel Messi – 7 Ballon d'Or remportés
Lionel Messi est sans doute le plus grand footballeur de tous les temps. Son palmarès de Ballon d'Or le confirme. La légende argentine a remporté un record de sept Ballon d'Or dans sa vie. Il a dominé le football au cours des quinze dernières années et a exercé un duopole sur le Ballon d'Or avec son grand rival Cristiano Ronaldo.

Dans la fleur de l'âge, Messi était inarrêtable grâce à ses dribbles soyeux, sa rapidité et ses

excellentes capacités techniques. Produit de la célèbre académie de Barcelone « La Masia », Messi est l'un des footballeurs les plus doués techniquement de l'histoire du sport.

Il a remporté son premier Ballon d'Or en 2009. Depuis, il a remporté le prix à six reprises, en 2010, 2011, 2012, 2015, 2019 et 2021.

(Remarque : Ronaldo Nazario, Franz Beckenbauer, Alfredo Di Stefano, Kevin Keegan et Karl-Heinz Rummenigg sont tous à égalité en 6e position avec 2 Ballon d'Or chacun).

Source : Afrique Sports





Bélier (21 mars - 19 avril)

Si une certaine pression pesait sur vos épaules ces derniers temps, tout se calme et tout redevient beaucoup plus positif ! On peut dire qu'aujourd'hui c'est une belle journée sur le plan professionnel. On vous propose un changement de direction.

Ouf ! Vous pouvez souffler, vous attaquez le dernier jour du mois en vous félicitant, car vos finances ne sont pas dangereusement dans le rouge. Vous avez lutté pour ne pas tomber dans les dépenses compulsives, vous êtes fier de vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, si vous utilisez les mathématiques, ou des connaissances scientifiques dans votre métier, vous allez décrocher le jackpot aujourd'hui ! En effet, l'amas planétaire Lune-Mercure-Vénus va dérouler le tapis rouge à votre carrière...

Dans votre signe, Mercure vous fera cocher toutes les cases qui vous conduiront à la bonne santé financière... Aujourd'hui, ami Taureau, vous ne plaisantez pas du tout avec l'argent ! Pour autant, vous n'en ferez pas non plus une obsession... Ouf !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Par contre c'est dans ce domaine que vous pourrez donner libre cours à votre créativité débordante. Des idées géniales vont venir à votre conscience et vous pourrez ainsi canaliser votre énergie en exprimant positivement ce qui sort de vos profondeurs intérieures.

Le noeud nord en Cancer vous parle d'acceptation de soi et de vos richesses. Il peut s'agir aussi de vos richesses intérieures. Vous devez faire un travail de nettoyage intérieur des vieilles mémoires obsolètes. Reprenez le pouvoir sur votre vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous passerez à l'action après avoir évalué la situation. Votre force reposera sur une alliance de tact et d'aplomb. Vous alternerez des phases de travail en équipe avec d'autres en solo, un équilibre indispensable à vos yeux pour faire du bon boulot.

Vous ferez preuve d'une incroyable intuition à laquelle s'ajoutera un instinct infailible pour réaliser de bonnes affaires. Dans l'instant, vous capterez si le projet est fiable et quel profit vous pourrez en tirer. Vous userez de la chance sans en abuser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre meilleur atout reste avant tout votre disponibilité. Votre organisation permet à vos activités de s'épanouir, votre évolution professionnelle se fait dans des conditions favorables. Rien à redire, à part, continuez les efforts !

Les planètes annoncent de bons retours sur investissement, votre argent fait des petits, vous n'aurez plus qu'à compter les retombées d'ici quelque temps. La bonne nouvelle vous enchante, dans votre tête vous commencez à vous faire des plans.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aider les collègues qui éprouvent des difficultés, la réponse est oui ! Faire leur travail, la réponse est non ! Chez vous, ami Vierge, la bonté commence avec le b de bonté et non avec le b de bêtise... Que ce soit bien clair entre vous et eux ! C'est par l'action énergique que vous allez vous occuper de vos affaires. Vous allez pourvoir vous-même à vos nécessités financières. Grâce à l'intervention de Vénus, vous allez affirmer votre esprit d'entreprise et garder la mainmise sur vos possessions...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez un travail créatif ou artistique, ce sera une très bonne journée pour vous car l'imagination voisinera avec les bonnes intuitions. Vos idées seront sans aucune limite. Vous aurez un feeling certain et très prononcé pour l'esthétique de très bon goût.

De l'argent caché pourrait vous apparaître au grand jour et vous créer une assez bonne surprise. Vous n'avez jamais soupçonné que de telles situations puissent vous arriver. Vous n'en revenez pas. Quelle chance vous avez !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Il vous restera encore quelques tracasseries à régler, qui causeront un léger retard dans vos activités, mais qu'à cela ne tienne : vous aurez de l'énergie à revendre et une détermination à toute épreuve. Une fois terminées, vous aurez le champ libre.

Ce sera par votre savoir-faire que vous récolterez des euros, tant en négociant qu'en recourant au système D. Par ailleurs, Mercure dans votre signe récompensera les actions que vous aurez menées par le passé. Vous serez gratifié grâce à vos mérites.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous n'hésitez pas à exprimer vos attentes, votre hiérarchie vous écoute attentivement, c'est un point très positif, cela veut dire que vos demandes sont prises en considération. Vous êtes un élément fort pour votre entreprise, c'est valorisant.

Vous ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Aujourd'hui, vous regorgez de bonnes idées, si votre situation financière reste encore sous surveillance, vous n'hésitez pas à dépenser un peu d'argent si vous en avez envie, mais vous restez prévoyant.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez du mal à croire en vos chances. En fait, vous ne cesserez pas de penser à l'évolution de votre carrière... Vous avez un talon d'Achille dans votre activité professionnelle : le manque de polyvalence ! Vous ne ferez rien pour que cela change...

Si l'argent était un carburant, vous seriez en panne sèche ! Votre esprit ne sera pas très alerte. Du coup, vous ne serez pas en mesure de faire preuve de savants calculs financiers, notamment ceux qui vous permettraient de faire des économies...



Verseau (20 janvier - 19 février)

La Lune noire en maison 2, vous oblige à revoir en profondeur les bases de vos revenus. De profonds changements sont à prévoir. Il faut repartir sur des bases plus saines mieux adaptées à la situation actuelle.

Vos revenus étant tributaires de votre métier. C'est par là qu'il faut commencer à réformer. Si vous ne faites pas les changements nécessaires, le destin va vous envoyer des situations qui vont vous forcer à le faire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vos mises au point feront leur effet, d'autant plus que vous ne serez pas coutumier du fait. On vous regardera différemment et vos adversaires comprendront qu'ils devront composer avec vous au lieu de vous glisser des peaux de bananes sous les pieds.

Votre intuition ne vous aura pas trompé et ce sera triomphant que vous annoncerez cette bonne nouvelle pécuniaire à vos proches. Ils auront peut-être encore des doutes sur votre succès financier, mais s'inclineront, admiratifs, devant cette évidence.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg

1110 Malikilé

Crise au sein du RPM
Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès

Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"

1111 Malikilé

Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali
Revoilà le Cadre d'Echanges

Plus de 1000 personnes ont participé au Sommet de la CEDEAO sur le Mali

1112 Malikilé

Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!

Le Mali a-t-il dépassé ses capacités de 50 membres du CMT renforcées

1113 Malikilé

La polémique entre le Mali et la CEDEAO

Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition

1114 Malikilé

Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification

Conférence des Nations Unies sur les droits de l'homme : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement

1115 Malikilé

Barkina Faso CEDEAO : **Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté!**

Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir

1116 Malikilé

Le top départ!

Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires

1117 Malikilé

Le nîet du Mali à la force française Barkhane

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23